

France-Rouen: Vocational rehabilitation services

OJ S 124/2021 30/06/2021

Contract notice

Services

Legal Basis:

Directive 2014/24/EU

Section I: Contracting authority

I.1. Name and addresses

Official name: Métropole Rouen Normandie

National registration number: 20002341400101

Postal address: 108 allée François-Mitterrand

Town: Rouen

NUTS code: FRD22 Seine-Maritime

Postal code: 76176

Country: France

E-mail: demat.marches@metropole-rouen-normandie.fr

Telephone: +33 232764422

Fax: +33 232764429

Internet address(es):

Main address: <http://www.metropole-rouen-normandie.fr/>

Address of the buyer profile: <https://www.mpe76.fr>

I.3. Communication

The procurement documents are available for unrestricted and full direct access, free of charge, at: <https://www.mpe76.fr>

Additional information can be obtained from the abovementioned address

Tenders or requests to participate must be submitted electronically via: <https://www.mpe76.fr>

I.4. Type of the contracting authority

Regional or local authority

I.5. Main activity

General public services

Section II: Object

II.1. Scope of the procurement

II.1.1. Title

Soutien à l'élaboration du projet professionnel des adhérent(e)s du PLIE de la Métropole Rouen Normandie

Reference number: 21-Plie-Sgem-Proadh

II.1.2. Main CPV code

85312510 Vocational rehabilitation services

II.1.3. Type of contract

Services

II.1.4. Short description

La mise en place d'une prestation composée de trois actions distinctes:

1. construire son projet professionnel,
2. évaluer son niveau et ses savoirs de base,
3. lever les freins psychologiques à la mobilité professionnelle destinée à certain(e)s adhérent(e)s du Plie; ces trois actions et leurs modules sont mobilisables indépendamment les un(e)s des autres.

Les objectifs de ces actions sont:

- construire son projet professionnel permettant: l'émergence ou la clarification d'un à deux projets professionnels réalistes et réalisables sur le bassin d'emploi, et tenant compte du niveau de qualification, des capacités et des aptitudes de l'adhérent(e). La définition d'un plan d'action spécifique pour accéder à l'emploi visé, à mettre en œuvre avec l'accompagnateur.
- évaluer son niveau et ses savoirs de base permettant la vérification de la faisabilité d'un projet professionnel et/ou l'accès à une formation;
- lever les freins psychologiques

II.1.5. Estimated total value

Value excluding VAT: 202 600,00 EUR

II.1.6. Information about lots

This contract is divided into lots: no

II.2. Description

II.2.2. Additional CPV code(s)

85312510 Vocational rehabilitation services

II.2.3. Place of performance

NUTS code: FRD22 Seine-Maritime

II.2.4. Description of the procurement

La mise en place d'une prestation composée de trois actions distinctes:

1. construire son projet professionnel,
2. évaluer son niveau et ses savoirs de base,
3. lever les freins psychologiques à la mobilité professionnelle destinée à certain(e)s adhérent(e)s du Plie; ces trois actions et leurs modules sont mobilisables indépendamment les un(e)s des autres.

Les objectifs de ces actions sont:

- construire son projet professionnel permettant: l'émergence ou la clarification d'un à deux projets professionnels réalistes et réalisables sur le bassin d'emploi, et tenant compte du niveau de qualification, des capacités et des aptitudes de l'adhérent(e). La définition d'un plan d'action spécifique pour accéder à l'emploi visé, à mettre en œuvre avec l'accompagnateur.
- évaluer son niveau et ses savoirs de base permettant la vérification de la faisabilité d'un projet professionnel et/ou l'accès à une formation;
- lever les freins psychologiques

II.2.5. Award criteria

Criteria below

Quality criterion - Name: Valeur technique / Weighting: 60

Price - Weighting: 40

II.2.6. Estimated value

Value excluding VAT: 202 600,00 EUR

II.2.7. Duration of the contract, framework agreement or dynamic purchasing system

Duration in months: 24

This contract is subject to renewal: yes

Description of renewals:

L'accord-cadre est reconduit tacitement jusqu'à son terme. L'accord-cadre est conclu à compter de la date de notification du contrat pour une période initiale de deux ans. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à un. La durée de chaque période de reconduction est de douze mois. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de deux ans et douze mois.

II.2.10. Information about variants

Variants will be accepted: no

II.2.11. Information about options

Options: no

II.2.13. Information about European Union funds

The procurement is related to a project and/or programme financed by European Union funds: yes

Identification of the project: — Le Fonds social européen de la façon suivante: année 2021: sur des crédits FSE du programme opérationnel 2014/2020 — objectif thématique 9: «Promouvoir l'inclusion sociale et lutter contre la pauvreté». Années 2022 à 2023: sur des crédits du prochain Programme opérationnel national FSE+.

II.2.14. Additional information

Section III: Legal, economic, financial and technical information

III.1. Conditions for participation

III.1.1. Suitability to pursue the professional activity, including requirements relating to enrolment on professional or trade registers

List and brief description of conditions:

— Copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire (inclus dans le DC 1);

— Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement permettant de détailler la situation financière du candidat (déclaration incluse dans le formulaire DC 2 version à jour: 4 /2019);

— Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner (inclus dans le DC 1);

— Lettre de candidature pouvant prendre la forme de l'imprimé DC 1, mentionnant, le cas échéant, l'habilitation du mandataire par ses co-traitants ainsi que toutes les attestations sur l'honneur (déclaration incluse dans le formulaire DC 1: version à jour 4/2019);

— Pour présenter leur candidature, les candidats utilisent soit les formulaires DC 1 (lettre de candidature) et DC 2 (déclaration du candidat), disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr, soit le Document unique de marché européen (DUME);

— Renseignements sur le respect de l'obligation d'emploi mentionnée aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail (inclus dans le DC 1).

III.1.2. Economic and financial standing

List and brief description of selection criteria:

— Déclaration concernant le chiffre d'affaires global réalisé au cours des trois derniers exercices disponibles (inclus dans le DC 2);

III.1.3. Technical and professional ability

List and brief description of selection criteria:

— Liste des principales prestations effectuées au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire. Elles sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration du candidat.

Section IV: Procedure

IV.1. Description

IV.1.1. Type of procedure

Open procedure

IV.1.3. Information about a framework agreement or a dynamic purchasing system

The procurement involves the establishment of a framework agreement

Framework agreement with a single operator

IV.1.8. Information about the Government Procurement Agreement (GPA)

The procurement is covered by the Government Procurement Agreement: no

IV.2. Administrative information

IV.2.2. Time limit for receipt of tenders or requests to participate

Date: 20/08/2021 Local time: 12:00

IV.2.3. Estimated date of dispatch of invitations to tender or to participate to selected candidates

IV.2.4. Languages in which tenders or requests to participate may be submitted

French

IV.2.6. Minimum time frame during which the tenderer must maintain the tender

Duration in months: 5 (from the date stated for receipt of tender)

IV.2.7. Conditions for opening of tenders

Date: 20/08/2021 Local time: 14:00

Section VI: Complementary information

VI.1. Information about recurrence

This is a recurrent procurement: yes

VI.3. Additional information

Les dépôts de plis doivent être impérativement remis par voie dématérialisée. Cette consultation bénéficie du Service Dume. Pour retrouver cet avis intégral, poser des questions à l'acheteur, déposer un pli, allez sur <https://www.mpe76.fr> - La procédure de passation utilisée est: la procédure adaptée ouverte. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 3o du code de la commande publique. L'accord-cadre sans minimum ni maximum est passé en application des articles L. 2125-1 1o, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-

13 et R. 2162-14 du code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande. Les prestations, objet du présent accord-cadre, seront financées par le budget de la Métropole Rouen Normandie. Elles sont également co-financées par: le département de la Seine-Maritime et le Fonds social européen de la façon suivante les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) de l'accord-cadre seront payées dans un délai global de trente jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes. Une avance de 20 % est accordée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 EUR HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement. Tous les documents remis par les candidats devront être rédigés en français. Cette obligation porte également sur tous les documents techniques justifiant de la conformité d'un produit à une norme ou d'une marque de qualité non française dont l'équivalence est soumise à l'appréciation du maître d'ouvrage. Le critère «Valeur technique» fait l'objet de sous-pondérations dont le détail est indiqué au règlement de consultation. En cas d'égalité, la priorité est donnée au critère valeur technique. Compte tenu de la nature de la présente procédure de consultation, le pouvoir adjudicateur après analyse des offres, pourra inviter les trois premiers candidats du classement à négocier sur la base de leur offre. Toutefois, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres initiales, sans négociation. Le dossier de consultation des entreprises est disponible gratuitement à l'adresse électronique suivante: <https://www.mpe76.fr> sous la référence: 21-plie-sgem-proadh démarrage prévisionnel des prestations: septembre 2021.

VI.4. Procedures for review

VI.4.1. Review body

Official name: Tribunal administratif de Rouen

Postal address: 53 avenue Gustave-Flaubert

Town: Rouen

Postal code: 76000

Country: France

E-mail: greffe.ta-rouen@juradm.fr

Telephone: +33 235583500

VI.4.3. Review procedure

Precise information on deadline(s) for review procedures:

— Un recours pour excès de pouvoir dans les deux mois de la publication ou de la notification de l'acte attaqué, tendant à obtenir l'annulation de cet acte détachable, conformément à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, pouvant être assorti d'un référé-suspension tendant à obtenir la suspension de l'acte attaqué conformément à l'article L. 521-1 du code de justice administrative;

— Un référé précontractuel de l'article L. 551-1 du code de justice administrative depuis le début de la procédure de passation jusqu'à la signature du contrat, tendant à la suspension, voire à l'annulation de la procédure de passation;

— Un recours gracieux adressé au pouvoir adjudicateur dans les deux mois suivant la publication ou la notification de la décision attaquée et tendant à son retrait;

— Un recours de pleine juridiction contestant la validité de ce contrat ou de certaines de ses clauses, qui en sont divisibles, assorti, le cas échéant, de demandes indemnitaires, exercé, y compris si le contrat contesté est relatif à des travaux publics, dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées, notamment au moyen d'un avis mentionnant à la fois la conclusion du contrat et les modalités de sa consultation dans le respect des secrets protégés par la loi. À partir de la conclusion du contrat, et dès lors

qu'il dispose du recours ci-dessus défini, le requérant n'est, en revanche, plus recevable à demander l'annulation pour excès de pouvoir des actes préalables qui en sont détachables (CE, Ass., 16.7.2007 «société Tropic travaux signalisation» req. no 291545 et CE, Ass., 4.4.2014 «département Tarn-et-Garonne», req. no 358994). Les renseignements peuvent être obtenus auprès du tribunal administratif (coordonnées supra) ou auprès de la direction de l'achat public (coordonnées I.1).

VI.5. Date of dispatch of this notice

25/06/2021